



DETERMINEES à GAGNER PLUS
... PARCE QUE L'ON TRAVAILLE DEJA PLUS (ou trop)!!!!

Gagner du pouvoir d'achat pour les actifs et les retraités

« **L**a revalorisation du pouvoir d'achat des citoyens sera MA première priorité... » ...lançait le Président Sarkozy durant la campagne présidentielle et même tout de suite après son élection. Le chef de l'État s'est entendu, en s'octroyant une augmentation de près de 200% de sa rémunération ! Par contre, concernant l'ouverture de négociations dans la fonction publique sur la revalorisation de la valeur du point d'indice et des grilles : il s'obstine à refuser et entend encore moins la question du rattrapage des 6,5% du pouvoir d'achat que l'État nous doit depuis 2000. Il s'obstine aussi à refuser de donner le coup de pouce au SMIC. **Les salariés du Sanitaire non lucratif et du social appellent, eux aussi, à la journée de grève et de manifestations le 20 NOVEMBRE.**

Rien pour les actifs, rien sur les pensions des retraités !!!

Et ce ne sont pas les annonces gouvernementales sur l'individualisation du salaire, la casse de la grille, les heures supplémentaires, la financiarisation des CET,...etc qui répondront aux attentes.

Bref, autant de mesures qui ne visent pas à revaloriser le pouvoir d'achat au regard de l'inflation.

« Travailler plus pour gagner plus » : **PAS À NOUS ! NOUS** qui, dans la fonction publique hospitalière, réalisons des quantités d'heures supplémentaires qui ne sont quasiment jamais rémunérées, des heures supplémentaires qui partent directement sur différents comptes

On travaille à crédit depuis des années et dans des conditions de travail à la limite de l'épuisement.

GAGNER DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

Dans le sanitaire, le social et le médicosocial, les postes vacants, les non remplacements des absences pour maladie ou pour accident de travail, pour congé maternité ou autres, les glissements de tâches, l'augmentation des rotations de personnel, l'augmentation de la charge de travail, toutes ces causes accélèrent les cadences des agents qui s'essouffent. Les personnels n'en peuvent plus et croulent sous les rythmes infernaux, mais continuent d'exercer leurs missions de façon exemplaire, faisant fi de leur souffrance en ayant pleinement conscience de la dégradation de la qualité de l'offre de soin publique que cela implique.

Les multiples remplacements, les heures supplémentaires et les changements de planning au pied levé bouleversent les rythmes biologiques et les rythmes de vie familiale, dans un milieu particulièrement féminisé caractérisé par des contraintes particulières.

LA SITUATION NE PEUT PERDURER !

La CGT exige des réponses immédiates en matière d'emploi et de financement, à la fois pour répondre efficacement aux exigences d'amélioration des conditions de travail mais aussi pour rendre le meilleur service possible aux usagers.

Chiffres repères

*Variation annuelle de l'indice
des prix entre 2006 et 2007
est annoncée à **+1,6%***

*Variation des prix de certains
produits entre 2000 et 2006*

Pomme de terre : 0.23 € à 1.70 €

soit + 650 %

Pain : de 0.46 € à 0.85 €

soit + 85%

Salade : de 0.69 € à 1.50 €

soit + 118 %

Fuel 500 L : 182,92 € à 315€

soit + 72 %

**Manger 5 fruits et légumes
par jour correspond
à 7 à 12% du Smic**

GAGNER DES SERVICES PUBLICS QUI REPONDENT AUX BESOINS

Depuis des années, périodiquement, la Fonction Publique fait l'objet de ciblages médiatiques peu valorisant et détournés des réalités.

A tour de rôle, la fonction publique coûte trop chère ou ses agents sont des nantis et/ou des privilégiés...etc

Et pourtant un dernier sondage donne la fonction publique utile à 90% et compétente à 77%, signe que l'opinion publique n'adhère pas à ces manipulations.

La fonction publique répond à des droits fondamentaux pour le fonctionnement de notre société. Elle vise à permettre

à chaque citoyen d'accéder à ces services de façon égale et ce quels que soient son lieu d'habitation, sa condition sociale, ses origines etc.

En ce qui concerne la FPH, la multiplication des fermetures de services telles que la chirurgie, la maternité, les réorganisations Publiques/Privées au profit du secteur lucratif sont autant d'éléments qui conduisent progressivement les populations à un éloignement des structures de santé publiques, autant d'éléments qui concourent à la remise en cause pure et simple du principe de mission de service public de santé.

GAGNER DE L'EMPLOI PUBLIC

La fonction publique compte aujourd'hui plus de 15% de contractuels parmi ses 5,2 millions d'agents. Des agents soumis aux mêmes contraintes de travail et de pénibilité mais qui ne bénéficient pas des mêmes droits. La précarité dans la fonction publique, véritable fléau, ne peut être une variable d'ajustement de budgets de nos établissements. Des réponses de sécurisation de leur emploi par d'importantes vagues de titularisations doivent être engagées.

Cette précarité officialise une nouvelle voie d'accès en concurrence avec la voie statutaire.

Le statut est garant d'un service public de santé efficace et au service des usagers, tout en assurant la neutralité, l'équité et l'égalité d'accès à tous les citoyens.

La CGT exige de vrais emplois qualifiés pour effectuer les missions qui sont dévolues à la fonction publique.

Evolution de la rémunération dans la F.P.H. entre 1980 et 2005, en coefficient du SMIC :

AS	Début de carrière en 1980	: 1,2 fois le SMIC	Début de carrière en 2005 :	1 fois le SMIC	soit - 250 €
	Fin de carrière en 1980	: 1,6 fois le SMIC	Fin de carrière en 2005 :	1,4 fois le SMIC	soit - 250 €
IDE	Début de carrière en 1980	: 1,5 fois le SMIC	Début de carrière en 2005 :	1,1 fois le SMIC	soit - 500 €
	Fin de carrière en 1980	: 2,3 fois le SMIC	Fin de carrière en 2005 :	1,9 fois le SMIC	soit - 500 €
Adj	Début de carrière en 1980	: 1,3 fois le SMIC	Début de carrière en 2005 :	1 fois le SMIC	soit - 375 €
	Fin de carrière en 1980	: 2 fois le SMIC	Fin de carrière en 2005 :	1,4 fois le SMIC	soit - 750 €
OP	Début de carrière en 1980	: 1,2 fois le SMIC	Début de carrière en 2005 :	1 fois le SMIC	soit - 250 €
	Fin de carrière en 1980	: 1,9 fois le SMIC	Fin de carrière en 2005 :	1,3 fois le SMIC	soit - 750 €

**SALAIRES
PENSIONS**

**CONDITIONS
DE
TRAVAIL**

**EMPLOI PUBLIC
DEFENSE DU SERVICE PUBLIC**

MARDI 20 NOVEMBRE

Grande journée

de GREVE et de MANIFESTATIONS

*pour enfin obtenir des réponses aux revendications
des personnels du Public et du Privé
et aux besoins de la population en matière de santé.*